Pour tenter d'éteindre la colère, le gouvernement a annoncé le versement d'une prime de 100€ pour la fin d'année. Un coup de pouce bienvenu pour les 38 millions de français qui vont en bénéficier mais une réponse insuffisante face à la montée des prix et au blocage des salaires.

Avec son chèque inflation, une fois de plus, le gouvernement, par la voix de Jean Castex, fait la démonstration d'une déconnection totale de la situation et du quotidien de millions de Français, tout habitué qu'il est à ne parler et n'écouter que les plus riches.

Comment une prime de 100 euros pourrait répondre aux besoins des ménages, alors que le sondage annuel du Secours populaire français met l'accent sur la hausse de la précarité et les difficultés quotidiennes des Français vivant en dessous du seuil de pauvreté qui, pour la majorité d'entre eux, ont subi une perte de revenus en 2020.

Conséquence de cette perte de revenus, les plus pauvres ont des budgets de plus en plus serrés et doivent faire de plus en plus de sacrifices.

Parmi eux, 64 % ne savent plus sur quelles dépenses faire des compromis car ils ont déjà réduit tout ce qui pouvait l'être, plus de 80 % disent renoncer aux loisirs, aux vêtements, etc. pour assurer le paiement des factures « vitales » comme le logement et l'énergie.

La prime proposée par le gouvernement qui représente 8,30 euros par

mois n’est pas à la hauteur de la situation. Les seules mesures efficaces sont l’augmentation des salaires, des pensions de retraite et des minimas sociaux.

Des milliards d’aides sont versées aux entreprises dont certaines réalisent d’énormes profits. Cet argent doit être affecté à l’augmentation générale des salaires et non pas profiter à quelques-uns !

Pour la CGT, le Smic doit être relevé à 2000 euros brut pour pouvoir vivre dignement de son travail.

Nous revendiquons l’augmentation automatique des salaires et des minimas dans les branches ainsi que l’ouverture immédiate des négociations dès que le Smic augmente. Dans la fonction publique, l’État doit montrer l’exemple et en terminer avec le gel du point d’indice. Augmenter les salaires, c’est indispensable pour bien vivre. C’est un élément essentiel pour relancer la consommation des ménages et renforcer notre sécurité sociale.

L’annonce du blocage du prix du gaz en 2022, qui arrive bien tard puisque le gaz a déjà augmenté de 60%, ressemble à un pansement sur une jambe de bois.

La CGT revendique de sortir l'énergie du marché, seule solution permettant de faire durablement baisser les factures.

L'argument phare de la concurrence censée faire baisser les prix et profiter aux usagers a rapidement volé en éclat : en 20 ans, les prix ont explosé et celui du gaz a doublé face aux lois du marché.

Pour la CGT, ces biens doivent être reconnus comme vitaux. Le seul moyen de stopper les augmentations de tarifs serait de sortir l'électricité et le gaz de la contrainte des marchés financiers et de les mettre entre les mains d'un État stratège qui prévoit et gère dans l'intérêt des usagers.

Il est urgent de gagner une augmentation des salaires et des minimas sociaux.

Public: Infos / actions
Infos Confédérales

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank